

L'île de Madagascar, située dans l'océan Indien à 400 km à l'est des côtes africaines, est le territoire qu'occupe la république de Madagascar. Le canal du Mozambique la sépare du continent

Elle peut être divisée en cinq régions géographiques : la côte est, le massif Tsaratanana, les hauts plateaux du centre, la côte ouest et le sud-ouest. Les altitudes maximales longent la côte est

S'étirant sur 1 600 km du nord au sud et sur 600 d'ouest en est, l'île offre les paysages les plus variés. Au nord-est, ce ne sont que forêts humides et luxuriantes, où poussent à foison un lillier d'espèces d'orchidées, dont la vanille, mais aussi diverses lianes fleuries, des caféiers, bananiers, girofliers, poivriers et litchis. Ces forêts offrent un contraste saisissant avec les paysages du grand sud, qui ressemblent au bush d'Afrique australe et se résument en savanes sèches et broussailles revêches. Seules taches de couleur - et de vie - à émerger de ce morne paysage ocre monochrome : les tombeaux, ornés de fresques représentant le métier ou les circonstances de la mort du défunt. Entre ces paysages extrêmes, il y a les Hautes Terres centrales. De Fianarantsoa à Tananarive, ce ne sont que rizières en terrasses, sculptées dans les collines, et dotées d'ingénieux systèmes d'irrigation.

Durant la majeure partie du XIX^e siècle, l'île est administrée par le Royaume de Madagascar que l'invasion coloniale française de 1895 abolit. Le premier Gouvernement Malgache voit le jour le 10 octobre 1958 et en 1960, Madagascar retrouve son indépendance après une lutte nationaliste incessante contre la France. Le pays est ainsi parmi les premiers qui gagnent son indépendance dans la zone de l'Océan Indien et de l'Afrique.

Elle compte aujourd'hui près de 20 millions d'habitants et sa population ne cesse d'augmenter.

COMMENT ET A QUEL PRIX MADAGASCAR PEUT-ELLE RELEVER LE DEFI DE L'AUTO-SUFFISANCE ALIMENTAIRE ?





Doc. 1 : Sud de Madagascar, une famine sans fin...

Depuis plusieurs mois, le sud de Madagascar connaît une famine dévastatrice. Le fléau ne fait pas la une des journaux- la famine est un phénomène tellement fréquent en Afrique qu'elle ne suscite plus autant d'intérêt qu'un Tsunami ou un cyclone Katrina- pourtant des pertes humaines sont signalées chaque jour que les conditions de vie empirent. On compte 10.000 enfants de moins de cinq ans décédés durant l'année 2006 dans cette région de l'île.

Le climat est en grande partie responsable de la situation. En effet, le sud de l'île, et plus exactement la région de l'Androy, une zone asséchée où l'on ne trouve nulle part d'eau potable (à la différence des régions voisines), balayée par des vents relativement violents espère des précipitations conséquentes depuis bientôt deux longues années. De façon chronique depuis la grande crise

de 1992, cette zone subit la sécheresse et par conséquent, d'importantes difficultés nutritionnelles.

Les agriculteurs n'ont plus de récolte, certains sont obligés de vendre un petit terrain dont ils espéraient plus de bénéfices. La seule nourriture à laquelle ils ont accès reste le cactus rouge, ou encore des cendres mélangées avec du tamarin (des fruits en forme de gousses, contenant quelques graines recouvertes de pulpe). Le plus souvent, après cette étape, les femmes et les enfants atterrissent au centre de réhabilitation intensif d'Ambovombe, cette ville qui signifie *là ou il y a de nombreux puits*, géré par l'Unicef. Elles sont des milliers à faire la queue devant les centres où sont distribuées les rations alimentaires et où l'on peut contrôler le rapport taille-poids des enfants. Et en ce début de nouvelle année, la situation semble particulièrement préoccupante. En juin dernier, après une récolte inexistante, le SAP (Service d'Alerte Précoce) a tiré la sonnette d'alarme, mais celle-ci ne s'est faite entendre du président Marc Ravalomanana qu'une fois la période électorale terminée. A ce moment là, 32 communes rurales étaient menacées. (...)

En attendant, le sud de Madagascar connaît une migration croissante, la survie des familles semble tenir au départ des hommes partant chercher du travail ailleurs dans l'espoir de pouvoir acheter de la nourriture. Mais souvent, après un premier, et souvent dernier envoi d'argent, les hommes ne reviennent plus, laissant femmes et enfants entre les mains des 36 centres Créni ou Créna implantés dans le sud de l'île. (...)

Charlotte Dassiou, « Planète Urgence », 12.02.07

Doc. 2 : La Corée du Sud renforce son accord avec Madagascar.

La chute du cours des céréales sur les marchés mondiaux n'a pas stoppé la course aux terres agricoles par les pays qui en manquent. La Corée du Sud, par le biais d'une filiale du conglomérat Daewoo, vient ainsi de conclure avec Madagascar un accord pour louer, pendant 99 ans, 1,3 million d'hectares dans la Grande Ile. Situées dans deux zones distinctes (l'ouest et le nord-est), les terres – actuellement des zones de savane où pâturent les troupeaux –, équivalant à près de la moitié de la superficie de la Belgique. C'est la première fois qu'un accord d'une telle importance est conclu, de l'avis des spécialistes.

Les terres louées seront mises en valeur par de la main-d'œuvre locale formée par des ingénieurs agricoles sud-africains et sud-coréens, avait indiqué, en juillet, Yong Nam-ahn, le président de Daewoo Logistics, la filiale agroalimentaire du conglomérat sud-coréen.

Selon les déclarations du directeur financier de Daewoo Logistics, Shin Dong-hyun, faites lundi 17 novembre à la presse sud-coréenne, la firme, déjà présente dans la Grande Ile, prévoit de produire 500 000 tonnes par an d'huile de palme dans la partie est de Madagascar, et 4 millions de tonnes par an de maïs dans la zone ouest où la location porte sur un million d'hectares. La Corée du Sud achète chaque année sur le marché international près de 11 millions de tonnes de maïs, ce qui fait d'elle le quatrième importateur mondial. (...) Les semences de palmiers seront importées d'Indonésie et du Costa Rica, celle de maïs des Etats-Unis.

L'accord conclu entre Madagascar et la firme sud-coréenne va dans le sens du projet du chef de l'Etat, Marc Ravalomanana qui, lors de la campagne présidentielle de 2006, avait fait de la filière agro-alimentaire l'axe privilégié du développement de la Grande Ile. Les experts estiment que 35 millions d'hectares pourraient être exploités dans le pays alors que les terres effectivement cultivées dépassent à peine 2 millions d'hectares. (...)

*Jean-Pierre Tuquoi & Philippe Messmer (Tokyo),
Sébastien Hervieu (Johannesburg), « Le Monde », 20.11.08*

N.B. : Suite aux émeutes de janvier 2009 ayant destitué le Président M. Ravalomanana, le « Président de transition », A. Rajoelina a officiellement remis en cause ces accords avec la Corée du Sud, sans toutefois que celle-ci ait confirmé cette décision... !

Doc. 3 : Démarrage effectif de la Révolution Verte à Bongolava (Madagascar).

Le démarrage de la « Révolution verte » dans la région Bongolava a eu lieu la semaine dernière dans la commune d'Ambatolampy. La cérémonie officielle s'est déroulée sur trois sites de la commune en présence de hautes personnalités. La remise des 25 titres déclaratifs sur une centaine de dossiers qui vont être formalisés avant la fin de l'année a été effectuée.

Le premier site à Mandaheloka à une démonstration de rochage sans labour par motoculteur. L'avantage de cette pratique consiste à pulvériser les herbes, afin de renforcer la structure organique du sol. Ce motoculteur a été par la suite acquis par l'Association « Antoky ny ho avy », en partenariat avec le projet PSDR sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. Pour cette année 2007, cette association a obtenu six tonnes de riz sur un hectare par le Système rizicole intensif et 120 tonnes sur 36 hectares par le système rizicole amélioré.

Le second site se situe dans le périmètre d'Ankompomboay sur lequel à la suite d'un appui financier de l'« Office National de Nutrition » d'un montant d'Ar. 14 millions et de l'appui technique de la Direction Régionale de Développement Rural de Bongolava, une augmentation de superficie irriguée de 120 hectares est envisagée après la réhabilitation d'un barrage traditionnel. Une visite d'un étang en aménagement pour la pisciculture, une activité très rémunératrice de la région a été réalisée sur le troisième site. (...)

La région Bongolava dispose de plusieurs ressources, humaines, terres, hydrographie et autres pour lancer et réaliser ses programmes de développement, a affirmé le chef de région Jean Claude Rabarijaona. En outre, elle a un atout particulier compte tenu de l'existence d'un Centre Multiplicateur de Semences qui produit diverses semences améliorées d'une quantité totale de 110 tonnes en cette année 2007 dont 40 tonnes de semences de riz pluvial, 35 tonnes de semences de maïs et 35 tonnes de riz irrigués ainsi que des jeunes plants d'arbres fruitiers.

Lanto, *www.madagascar-tribune.com*, 11.10.07

Doc. 4 : Madagascar suspend l'exportation de riz.

Suite à l'explosion du cours sur le marché mondial, le gouvernement malgache a décidé de suspendre les exportations de riz. Actuellement sur le marché mondial, la tonne de riz culmine à 800 dollars contre 320 dollars en début d'année (riz pakistanais comprenant 25% de brisure). D'où le prix du riz sur le marché local a flambé pour atteindre 1 400 ariarys le kilo après deux hausses successives en un mois. Toutes hausses, même légère, a des conséquences dramatiques, puisque 70% de la population survit avec moins d'un dollar par jour. Selon les chiffres officiels, en 2007, 700.000 Malgaches était dépendants de l'aide alimentaire. Au total, 38% de la population souffre de malnutrition et un enfant de moins de 5 ans sur deux souffre d'une forme de sous-nutrition. (...)

Le pays n'est pas à l'abri d'une grave crise alimentaire. Une enquête menée par des experts nationaux et internationaux relève une situation inquiétante dans le sud du pays. « *On enregistre un niveau typique de malnutrition aigue dans cette partie de l'île, depuis le mois d'avril. L'insécurité alimentaire règne dans cette région* ». Le chef d'un du district de Midongy au sud de l'île déclare au journal "l'Express de Madagascar" que « *la population souffre d'une insuffisance de production de riz, causée par l'absence de pluies. Cette situation a engendré une destruction des cultures et une médiocrité des récoltes. L'Etat des route pose aussi problème* ».

Le pays doit importer 200 000 tonnes de riz pour satisfaire ses besoins. En 2007, Madagascar avait exporté environ 1.000 tonnes de riz contre 100 tonnes l'année précédente, ce qui reste une quantité très modeste. L'Europe et en particulier l'Italie constitue la principale destination du riz malgache. D'aucuns se souviennent lorsque Madagascar exportait du riz de luxe "Perle de riz" en plus grande quantité notamment vers les pays voisins, La Réunion et l'île Maurice. Le pays ne parvient plus à couvrir ses propres besoins de consommation depuis les années 1970. Aujourd'hui, le pays doit importer 200.000 tonnes de riz par an pour satisfaire ses besoins. Les instances internationales et le gouvernement malgache encouragent les agriculteurs à se lancer dans les cultures du riz en utilisant des semences améliorées. L'Etat et la Banque Mondiale financeront à hauteur de 40 millions de dollars un programme de relance de la filière riz, dans le cadre du projet qui s'étale sur quatre ans (2007 à 2011). L'objectif est de faire bénéficier environ 48.000 petites entreprises établies en milieu rural dans cinq régions agricole du pays. Madagascar veut devenir un exportateur net de riz dans les années qui viennent. D'après les données publiées par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), plus de 50% des terres luxuriantes de l'île peuvent être cultivées, mais seules 10% le sont actuellement. (...)

Le riz est le principal aliment du pays. 63% des ménages malgaches ont cultivé du riz selon les dernières statistiques. En milieu rural, 73% des ménages sont des riziculteurs. Le riz représente 70% de la production agricole totale. Le pays dispose de ressources naturelles abondantes qui pourraient permettre à l'île d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et devenir exportatrice de denrée alimentaires. Mais le développement de l'agriculture est entravé par des problèmes de production et de commercialisation liés aux conditions climatiques (cyclones...), l'enclavement de certaines zones de production, la défaillance des réseaux d'irrigation, une agriculture peu mécanisée avec un très faible niveau de rendement,... Néanmoins, la production de riz du pays a progressé depuis 1960 (1.2 millions de tonnes de riz en 1960 pour une population de 5.5 millions d'habitants) pour atteindre aujourd'hui 3.7 millions de tonnes (pour une population de 19 millions d'habitants). Le pays a pour objectif de doubler sa production d'ici 2009 et pouvoir de nouveau fournir du riz aux pays voisins.

Risham Badrounine, *www.Temoignages.re*, 05.06.08

Doc. 5 : Des briques qui nourrissent mieux que le riz.



Les paysans des plateaux malgaches fabriquent des briques avec la terre de leurs rizières... Rentable à court terme, cette pratique hypothèque l'avenir de la production de riz.

Transformées en lacs durant le mois d'août, les rizières d'Ampatrimà près d'Antsirabé au sud de la capitale malgache, sont devenues le lieu de rendez-vous des pêcheurs. C'est le résultat de l'exploitation sauvage de la terre des rizières pour fabriquer des briques. Malgré la gravité de la situation, les agriculteurs sont sourds aux recommandations des techniciens. Les responsables agricoles de la région ont baissé les bras face à la détermination des agriculteurs. "Ils vont me lancer des briques dessus", explique un vulgarisateur qui, à maintes reprises, a conseillé aux paysans de son secteur de mettre un terme à cette pratique. "J'ai longtemps essayé de les persuader d'arrêter, mais en vain", poursuit Néné Lalankenaso, responsable de la section formation du service régional de l'Agriculture. Tous assistent impuissants à cette frénésie briquetière. De juillet à septembre, c'est la ruée vers la brique. Sur une vingtaine de kilomètres, de chaque côté de la route qui mène au sud-ouest du pays, s'alignent des piles de briques soigneusement rangées qui attendent les acheteurs venus de la ville. (...) Aujourd'hui, les conséquences de cette pratique sont visibles. Selon les techniciens, après chaque campagne de briques, le niveau de la rizière baisse de dix centimètres. Du coup, le canal de drainage est devenu un canal d'irrigation. 80 % des rizières sont inondées. "Les lits des rizières deviendront tôt ou tard un lac", estime le chef de la circonscription agricole d'Antsirabé. . En outre, l'eau remonte en surface les sels minéraux du sol volcanique de la région. Mais le sel n'améliore guère la qualité de la brique. Celle-ci devient fragile et présente des fissures. Une bonne partie des rizières est maintenant abandonnée par les exploitants à cause de la moindre qualité de la brique produite. "Bientôt, constate le chef de la circonscription, les campagnards ne pourront ni cultiver leurs rizières ni fabriquer de briques". Rien que dans la région d'Ampatrimà, quelques dizaines d'hectares de rizières sont maintenant abandonnées.

(...) [Pourtant] Pour Pascal Rakotonoely, un paysan, c'est une question de survie : "Pendant la période de soudure, de mai à septembre, nos réserves sont épuisées et nous n'avons aucune ressource". Ici, la survie dépend du riz. Mais dans cette région très peuplée, rares sont les exploitants qui disposent de superficies de rizières en suffisance : 80 % des agriculteurs manquent de riz. La récolte ne couvre souvent que deux ou trois mois de nourriture dans l'année. Pour se nourrir et gagner de quoi acheter le riz quotidien, ils pratiquent des cultures de tanety, cultures sèches de haricots, de maïs et de manioc sur les versants des collines, et surtout des cultures de contre-saison, pommes de terre, carottes, blé ou choux, destinées à la vente. Mais dans cette zone des hauts plateaux, les systèmes d'irrigation vétustes ne se comptent plus. De nombreux réseaux n'assurent plus l'eau nécessaire aux cultures. Les productions de contre-saison sont les premières touchées. Ainsi à Ampatrimà, les parcelles sont à sec une grande partie de l'année. Les paysans ont dû abandonner les cultures de saison sèche faute de pouvoir les irriguer. Comme ils ne peuvent se contenter de leurs étroites rizières, bon nombre d'entre eux sont obligés de recourir à la brique pour boucler leur budget.

(...) Aujourd'hui un quart des rizières sont sèches et restent incultes. Le maire ne cache pas sa préoccupation : "Si le problème de l'eau n'est pas résolu, 200 ha de rizières pourraient se transformer en terre de brique". Et le rendement diminue d'un tiers lorsque la rizière sert de matière première aux briquetiers. Mais, pour l'heure, les paysans n'ont guère le choix. "Mieux vaut vivre demain que mourir aujourd'hui", dit un proverbe malgache. Aux enfants de demain de se débrouiller à leur tour...

Mamy Andriatiana, www.syfia.info, 01.10.07